

Déclaration liminaire lue par Florence Ferfaille

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Mesdames et messieurs les membres de cette CAPD,

Je vais tout d'abord revenir sur la situation sanitaire : durant deux années, les enseignants ont vécu au rythme de la pandémie, avec un virus qui était insaisissable, avec des vagues successives de contamination.

Nous sommes bien évidemment conscients que la situation sanitaire a été extrêmement complexe à vivre, avec une adaptabilité de tous les instants.

En revanche, il y a beaucoup à dire, et beaucoup de critiques à émettre sur la gestion de la crise : ce fut pendant deux années une succession d'ordres et de contrordres, de protocoles annoncés des week-ends, juste avant la reprise, jusqu'à la reprise de janvier, où le protocole a changé 3 fois en 4 jours.

Avec un déni permanent de la réalité que nous vivions de la part de notre Ministre. De l'école de la confiance, nous sommes passés à une défiance jamais égalée à son égard.

Le faux pas de trop de la rentrée de janvier a entraîné une grève massivement suivie le jeudi 13 janvier.

Les organisations syndicales, fait rarissime, ont été reçues le soir même par le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale, et des changements de comportement envers les corps intermédiaires ont - enfin - été observés. Mieux vaut tard que jamais, pourrait-on dire, mais c'était bien trop tard.

Les écoles ont encore beaucoup souffert avant les vacances de février. La multiplication des absences d'élèves et d'enseignants a entraîné la fermeture de nombreuses classes. Ce fut une période encore bien compliquée à vivre pour les équipes dans les écoles.

Il serait illusoire de considérer que ces 2 ans de pandémie n'ont pas existé. Les personnels sont épuisés, tout cela restera des traces, et pendant longtemps.

Chacun et chacune d'entre nous a pu être concerné.e de près ou de loin par la maladie, dans le cercle familial comme professionnel.

Un exemple pour illustrer notre propos, les évaluations de mi-CP, que notre ministre s'évertue à vouloir faire passer, malgré les conditions extrêmement dégradées ces dernières semaines.

Le SE-Unsa soutiendra les collègues qui désirent ne pas les faire passer.

Nous sommes par ailleurs alertés par des collègues, qui entendent que toutes les animations reportées se tiendront dès la rentrée des vacances de printemps.

Si tel était le cas, nous demanderions à vous rencontrer à ce sujet. Il faut absolument laisser les collègues qui sont des professionnels se réapproprier un rythme de travail cohérent. Ils ont besoin de souffler pour tenir sur la durée. Enchaîner plusieurs mercredis de formation serait inconcevable, en regard de ce que nous venons de vivre.

Ce n'est pas en concentrant un maximum de réunions sur un temps contraint, sous la forme d'injonctions, que le manque de considération que nous ressentons depuis longtemps s'atténuera.

Par ailleurs, le problème des rémunérations devient un problème de premier plan, c'est ce qui ressort de la primaire sociale organisée par l'UNSA. C'est pourquoi notre syndicat, notre fédération et notre union seront en grève le jeudi 17 mars.

Concernant l'ordre du jour de cette CAPD, les recours avancement, nous ne nous étendrons pas sur la loi de la modernisation de la Fonction publique, qui, contrairement à ce qui nous avait été annoncé, n'a pas permis de créer une autre instance de dialogue avec les organisations syndicales. Ce sont des compétences qui nous ont été purement et simplement retirées.

Nous le déplorons, car nos collègues y ont beaucoup perdu. Quand notre Président a voulu mettre les agents face à leur institution, encore aurait-il fallu s'en donner les moyens.

Nous n'hésiterons pas à intervenir sur certaines situations au cours de cette CAPD.

Merci de votre attention